

L'OCDE veut une taxation du capital

■ L'organisation salue également la décision de procéder à un saut d'index:

Enfin une bonne nouvelle pour le gouvernement Michel. Après le rapport sévère de la Cour des comptes pointant les lacunes du budget, l'OCDE a salué, ce mardi, plusieurs mesures décidées par le gouvernement fédéral.

L'organisation de coopération et de développement économiques s'est notamment réjouie de la décision de procéder à un saut d'index. *"L'augmentation des coûts salariaux en Belgique a créé un écart de compétitivité avec ses trois principaux voisins, a justifié l'OCDE. Le saut d'index va aider à mieux aligner les salaires sur la productivité."*

Plus loin, le rapport de l'OCDE a salué la décision du gouvernement d'assainir les finances publiques via des coupes dans les dépenses plutôt que

via une augmentation des recettes. Selon l'OCDE, ceci sera bénéfique pour la croissance à moyen et long termes.

En outre, l'OCDE a estimé qu'un glissement de la taxation du travail vers la consommation et le capital serait bénéfique pour l'emploi et la compétitivité. Le Premier ministre, Charles Michel (MR), s'est d'ailleurs félicité d'avoir privilégié cette option en augmentant les frais forfaitaires déductibles pour les salariés.

Cependant, le gouvernement n'a pas totalement suivi les recommandations de l'OCDE. Pour l'heure, la diminution des taxes sur le travail est assez limitée. Ensuite, le gouvernement a reporté les débats sur une taxation accrue du capital. Actuellement, le Tax shift a surtout été réalisé en augmentant les taxes sur la consommation (TVA, accises...). Mais le MR a promis que la grande réforme fiscale serait menée en cours de législation.

Attention à la chute des prix immobiliers

A côté de ces évaluations politiques, l'OCDE a publié des prévisions économiques pour la Belgique. L'organisation a prévu une croissance de 1,4% en 2015 et de 1,7% en 2016. Selon l'OCDE, le taux de chômage devrait baisser doucement, tandis que la demande intérieure devrait progresser

grâce à la consommation des ménages et aux investissements des entreprises.

Mais l'OCDE a mis en garde: ce scénario positif pourrait ne pas tenir la route. Si la reprise en zone euro se fait attendre ou si la période de faible inflation se poursuit et pousse les ménages à postposer leurs achats. Par ailleurs, l'OCDE a estimé qu'une chute des prix immobiliers pourrait plomber la croissance.

L.Lam.

1,4%

CROISSANCE

L'OCDE anticipe une croissance de 1,4% en 2015.